



1961 : naissance à Thury-Harcourt (Calvados)
1984 : diplômé de l'école de commerce du Havre
1985 : sous-officier au 34^e régiment du génie d'Épernay
1986 : entre dans l'une des sociétés qui composent Oséo maintenant, le Crédit d'Équipement des PME
De 1986 à 1987 : occupe différentes fonctions commerciales en Haute et Basse-Normandie, en Bretagne, en Pays-de-la-Loire, et effectue une étape au siège d'Oséo, au service des engagements
1998 : délégué Oséo en Sarthe-Mayenne, au Mans
2008 (septembre) : nommé directeur régional en Champagne-Ardenne, à Reims.

Pas

Travaillant depuis plus de vingt ans dans les différentes composantes ayant, par regroupements successifs, constitué la banque publique Oséo, Hervé Bazin en connaît tous les rouages. Il s'implique depuis son arrivée en Champagne-Ardenne auprès des entreprises pour qu'elles en tirent le maximum d'avantages. Selon lui, en période de crise, l'action d'Oséo s'avère déterminante pour le tissu économique, certes secoué, mais pas KO.

Hervé Bazin, directeur d'Oséo Champagne-Ardenne

le droit à l'erreur SUR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES RÉGIONALES



On vous a confié la responsabilité régionale d'Oséo Champagne-Ardenne en septembre 2008, soit un mois avant la crise. Drôle d'entrée en matière, non ?

Disons qu'il a fallu que je prenne mes marques très vite. Je me suis jeté dans le grand bain car nous avons été mis à contribution dès octobre 2008 par le gouvernement pour faire face à cette situation. Cela m'aura permis, je crois, de m'intégrer à la vitesse grand V sur l'ensemble du territoire, pour y soutenir les entreprises touchées et rencontrer mes différents interlocuteurs : préfets, chambres de commerce, médiateurs du crédit, banquiers... Partout, j'ai été bien accueilli. La crise aidant – si l'on peut dire –, la greffe a pris pour le Normand que je suis.

Quels ont été vos premiers constats ?

J'ai découvert un territoire très contrasté, coupé en deux, avec les Ardennes et la Haute-Marne, départements industriels, marqués très tôt et profondément par la crise. Avec leurs productions traditionnelles (transformation des métaux, mécanique, automobile...), ils ont été sensibles dès les premiers chocs.

Dans les départements de la Marne et de l'Aube, il y a eu pas mal de soucis de trésorerie dans les entreprises, certes, mais l'impact sur l'emploi a été moindre.

“J'ai découvert un territoire très contrasté, coupé en deux.”

Les entreprises qui connaissaient des difficultés auparavant ont vu leurs problèmes s'amplifier avec la crise. Qu'avez-vous fait ?

La crise est venue accentuer des difficultés structurelles, c'est indéniable. Nous avons essayé de trouver des solutions avec l'ensemble des banquiers et des partenaires économiques de cette région, pour toutes les entreprises concernées. Pour Oséo, cela aura été un accélérateur d'activité. Nous avons par exemple augmenté de près de 90 % l'activité de garantie des prêts bancaires. C'est énorme.

Il vous fallait aider les entreprises, mais aussi les banques en pleine crise de liquidités...

Je pense que pour avoir l'efficacité la plus totale, il nous faut travailler en réseau avec

l'ensemble des banquiers de cette région. Nous leur avons apporté des solutions de garantie leur permettant de continuer à financer leurs clients, éviter ainsi des plonges de trésorerie, des retraits de crédit ou des non-reconductions à court terme. Quand on fait le bilan de cette activité, du début de la crise à fin avril 2010, il faut savoir que 478 entreprises ont été aidées via nos dispositifs, soit 100 M€ de trésorerie apportée ou consolidée, ce qui représente 14 760 emplois maintenus.

Les montants vont de 4 000 € à 11 M€, pour soutenir des micro-entreprises comme des grands groupes industriels. Quand les banques ont calé, nous avons tenu notre rôle, en faisant plus quand elles faisaient moins. Aujourd'hui, les banques sont rétablies. Elles sont en ordre de marche et financent l'économie et les projets. Elles n'ont plus de problèmes de liquidités. En revanche, elles analysent davantage le risque et les dossiers, car nous sommes dans une économie toujours incertaine. Chez Oséo, nous devrions donc moins faire les pompiers, et travailler toujours plus en partenariat. >>> suite page 31



“À la création d’Oséo, on a entendu des critiques : on mariait la carpe et le lapin ! Mais je peux vous dire que l’hybride qui est né de ces fusions est diablement efficace.”

Oséo Excellence pour interpeller les pouvoirs

Comment pour les chefs d’entreprise, interpeller et dialoguer, de manière constructive, avec les décideurs ? Avec Oséo Excellence, Oséo entend y parvenir, en mobilisant des patrons soucieux de faire partager leur vécu. « C’est un gros club de chefs d’entreprise monté au niveau national et décliné au plan régional, explique Hervé Bazin. En Champagne-Ardenne, pour l’heure, une petite trentaine d’entreprises ont déjà accepté d’en faire partie. La porte reste ouverte à d’autres entreprises innovantes, désireuses d’investir et de croître...

Avec le panel de clients privilégiés d’Oséo, nous réunissons des témoins de premier niveau en mesure d’aborder les questions économiques cruciales du moment.

Ce fut le cas avec Christine Lagarde et Hervé Novelli qui ont souhaité échanger via Internet avec ceux qui sont les moteurs de notre croissance. Dans la région, nous avons prévu une manifestation en septembre prochain qui permettra de réunir notre club Oséo Excellence et de recueillir le sentiment de ses membres. » ■

C’est le rôle d’Oséo ?

C’est bien dans la mission des organismes du secteur public, que d’intervenir là où le privé cale. C’est la mission d’une banque comme la nôtre. Pour mémoire, depuis 2005, le métier d’Oséo est constitué par l’addition de trois métiers complémentaires – issus de la fusion de la BDPME, de la Sofaris et de l’Anvar. Le premier, c’est la garantie des prêts bancaires à risques destinés à la création et à la transmission d’entreprise, à l’innovation, à la restructuration, mais aussi au fort développement. Dès qu’il y a un peu de risque dans le financement d’une entreprise, notamment une PME ou une TPE, les banques viennent se réassurer chez Oséo. Nous avons bénéficié de fonds supplémentaires et spécifiques pour aider les banques. Notre deuxième métier, c’est le financement de l’investissement. Nous avons, dans ce domaine, progressé de plus de 50 %. Nous avons financé l’an passé 80 M€ de projets, à moyen et long terme. Et nous avons apporté 83 M€ de liquidités à court terme aux entreprises. En tout, donc, 163 M€.

“Quand les banques ont calé, nous avons fait plus quand elles faisaient moins.”

Quant au troisième grand métier d’Oséo, c’est l’innovation...

Avec les Régions, nous sommes l’un des organismes qui aident les entreprises sur le volet R&D, sur les projets innovants. En volumétrie d’euros, cela peut paraître faible comparé au reste puisqu’en Champagne-Ardenne notre intervention s’est chiffrée à 7,3 M€ d’aides directes l’an passé. On est là sur des dépenses de recherche, sur des heures d’ingénieurs.

Mais attention, le coefficient entre la R&D

et l'investissement qui peut être généré ensuite va de 1 à 10, voire de 1 à 20. À travers l'ISI (Innovation stratégique industrielle) qui a pris la suite de l'All (Agence de l'innovation industrielle), nous sommes intervenus en copilotage avec nos collègues parisiens dans de très gros programmes d'innovation, comme Futurool, Osiris ou Greening. Nous récupérons également de Bercy la gestion du FUI (Fonds unique interministériel) pour financer des projets des pôles de compétitivité. Nous devenons en quelque sorte un guichet unique pour simplifier les démarches des entreprises portant des projets d'innovation.

“Nous avons accompagné l'an passé 871 créations d'entreprises en Champagne-Ardenne.”

Le chef d'entreprise a-t-il le réflexe d'aller frapper chez Oséo ?

Notre marque est de plus en plus connue. Un repreneur d'entreprise industrielle vient assez naturellement nous voir. Quand un repreneur apporte une somme, nous la complétons avec des prêts participatifs qui lui permettent d'aller voir son banquier en sollicitant moins d'emprunt. Dans ce domaine, nous travaillons bien avec la Région Champagne-Ardenne dont le fonds a été redoté l'année dernière pour favoriser la transmission d'entreprise. Nous réalisons en moyenne 80 dossiers par an. Certes, la transmission est un peu en recul avec la crise – 52 reprises en 2009 –, mais c'est en train de repartir. Sur la création, nous avons aussi une présence forte. Avec les réseaux bancaires, nous avons accompagné l'année passée 871 créations d'entreprises en Champagne-Ardenne.



Hervé Bazin dirige à Reims une douzaine de personnes : 3 ingénieurs techniciens, 5 ou 6 financiers, 3 assistantes, plus quelques stagiaires.

Le traitement particulier de la crise s'est-il fait au détriment de vos activités habituelles ?

Non. J'ai été nommé avant la crise pour développer Oséo en Champagne-Ardenne et, en 2009, globalement, nous avons enregistré une hausse d'activité de l'ordre de 40 % sur l'ensemble de nos métiers.

Avec un total de 1 622 projets soutenus – au profit de 1 500 entreprises différentes –, nous avons accompagné pour 360 M€ de projets. Ce n'est pas neutre. Et nous venons de réaliser une première nationale en accordant, en lien avec la CDC, à une entreprise haut-marnaise du secteur de matériel agricole, Nodimat, le premier FSI PME, une mesure gouvernementale de sortie de crise, destinée à renforcer les fonds propres des entreprises. Nodimat a bénéficié de 1,5 M€ du FSI PME et, en parallèle du premier prêt participatif régional Oséo pour 1 M€. En Champagne-Ardenne, nous sommes actifs au service des PME et PMI.

Comment voyez-vous 2010 et 2011 ?

Chacun a ses problèmes, mais du côté de la viticulture champenoise et de l'agro-industrie, on est globalement plutôt épargné par la crise.

Concernant les activités industrielles (25 % de l'économie régionale), c'est différent.

Avant la crise, c'étaient des entreprises saines ayant su conserver leurs richesses dans leurs bilans, mais elles ont connu des baisses d'activité considérables, de l'ordre de 40 à 50 % pour certaines d'entre elles. Nous nous sommes fortement mobilisés car elles sont essentielles. On n'a pas le droit à l'erreur avec ces entreprises-là. Si elles disparaissaient, leur savoir-faire disparaîtrait et il y aurait peu de chances de le voir revenir ensuite. Je vois cependant quelques lueurs d'espoir dans ce secteur. Une entreprise comme Le Bronze Industriel, dans la Marne, très orientée automobile, est assez emblématique. Nous l'avons fortement accompagnée quand elle a subi la baisse des ventes sur le marché mondial. Aujourd'hui elle connaît la reprise, notamment aux États-Unis. Elle est en mesure de repartir avec le marché. J'espère aussi que l'investissement va se relancer, pour éviter qu'il y ait trop de casse dans les entreprises du secteur de l'équipement. C'est une des clés de la reprise. ■

Philippe Schilde